

Département de l'Allier

Commune de  
**LAVAUT-  
SAINTE-ANNE**



11

Liste des  
Servitudes  
d'Utilité  
Publique

Document transmis le  
- 6 AVR. 2012  
Sous-Préfecture de Montluçon



34, Rue Georges Plasse  
42300 ROANNE

Tel. : 04 77 67 83 06  
E-mail : urbanisme@realites-be.fr

**P.L.U.**

**PLAN LOCAL  
D'URBANISME**

Arrêt du projet le 10 Janvier 2011  
APPROBATION DU PLU :

**28 Mars 2012**

Vu pour être annexé à la délibération du  
Conseil municipal du 28 Mars 2012

**REVISIONS ET MODIFICATIONS**

- 1 .....
- 2 .....
- 3 .....
- 4 .....
- 5 .....





## SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

| NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE   | DESIGNATION ET ACTE AYANT INSTITUTE LA SERVITUDE SUR LA COMMUNE  |    |           | NOM ET ADRESSE DU SERVICE GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE  |
|--|--|----|-----------|---|
| AC1- SERVITUDE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES   | Eglise : monument inscrit, arrêté préfectoral du 14/05/1973<br>Château de Bissereet : monument inscrit, arrêté préfectoral du 27/10/1986)<br>Hôpital Sainte Anne : monument inscrit, arrêté préfectoral du 27/09/2006) |    |           | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine<br>2, rue Michel de l'Hospital<br>B.P. 1651<br>03 016 Moulins  |
| AC2- SERVITUDE DE PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS   | Ruine de l'ancien château de Bissereet : site inscrit, arrêté préfectoral du 01/10/1974  |    |           | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine<br>2, rue Michel de l'Hospital<br>B.P. 1651<br>03 016 Moulins  |
| AS1 - SERVITUDE RESULTANT DE L'INSTALLATION DE PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE ET DES EAUX MINERALES                 | Périmètre de protection de captage des eaux de la prise d'eau du Gour du Puy : arrêté préfectoral n°2312/2010  |    |           | Agence Régionale de Santé d'Auvergne<br>Bureau des Risques sanitaires, de la prévention et des questions ambulatoires<br>20, rue Aristide Briand<br>03 400 YZEURE |
| EL7- SERVITUDE D'ALIGNEMENT<br><i>Plan en Mairie- Servitude en cours de suppression (Cf. Délibération du Conseil municipal en date du 9 Décembre 2010)</i> |  |    |           | Mairie de Lavault Sainte Anne   |
| I4- SERVITUDE A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES  | Ligne 225 Kv EGUZON - MONTLUCON<br>Ligne 63 Kv MONTLUCON – TEILLET/PRAT<br>Ligne 63 Kv BOUBLE - MONTLUCON  |    |           | RTE TERAA<br>Groupe Ingénierie Maintenance réseaux<br>5 rue des Cuirassiers<br>69 390 Lyon Cedex 03   |
| JS1- SERVITUDE DE PROTECTION DES INSTALLATIONS SPORTIVES PRIVEES SUBVENTIONNEES PAR UNE OU PLUSIEURS PERSONNES PUBLIQUES                                   | 2 bases de pleine nature   | AD | 64 et 110 | Direction Départementale Cohésion Sociale et de la Protection des Populations<br><br>Service de l'égalité des chances, jeunesse et sports,                        |
|  | 1 plan d'eau   | AD | 60        |   |
|  | 1 plateau d'évolution  | AB | 124       |   |



|  |  |    |     |  |
|--|--|----|-----|--|
|  | 1 terrain de grands jeux   | AK | 255 | ville<br>Rue Aristide Briand<br>03 403 Yzeure  |
|  | 1 polyvalente  | AB | 615 |  |
| PM1- PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES ET PLANS DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES — DOCUMENTS VALANT PPRN | PPR Inondation Val de Cher : arrêté préfectoral n°1834/03/2003 du 26/05/2003                                 |    |     | Direction Départementale des Territoires de l'Allier<br>Service Aménagement et Urbanisme durable des territoires<br>51 Bd Saint Exupéry<br>03 403 Yzeure |
| T1- SERVITUDE RELATIVE AUX CHEMINS DE FER  | Présence d'une servitude d'utilité publique liée à la ligne ferroviaire 695000 : ligne de Bourges à Miécaze. |    |     | SNCF<br>Délégation Territoriale de l'Immobilier Sud-Est<br>5 et 6 place Charles Beraudier<br>69 428 Lyon Cedex 03  |



## **ANNEXE 1**

### **ARRETE PREFECTORAL CONCERNANT LA PRISE D'EAU DU GOUR DU PUY**





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ALLIER

Agence régionale  
de santé  
d'Auvergne

Délégation Territoriale  
de l'Allier

**LE PREFET DE L'ALLIER**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

N° 2312 / 2010

**ARRETE PREFECTORAL**  
**concernant la prise d'eau du Gour du Puy**  
**située sur la commune de MONTLUCON**  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTLUCONNAISE**  
**portant**

- déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et d'instauration des périmètres de protection autour du captage
- autorisation de traitement et de distribution de l'eau pour la consommation humaine
- autorisation de prélèvement sur les eaux superficielles

VU le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-2, L.1321-7 et R.1321-8 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.215-13, L.241-1 et L.211-1 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de la Justice Administrative ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L.126-1 ;

VU le décret n° 55-22 du 04 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 2007-1400 du 28 septembre 2007 relatif à la définition des besoins prioritaires de la population et aux mesures à prendre par les exploitants d'un service destiné au public lors de situation de crise, pris en application du I de l'article 6 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;

.../...

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1995 inscrivant les communes riveraines du Cher en zone de répartition des eaux ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire Bretagne adopté par le Comité de Bassin le 15 octobre 2009 et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2009 ;

VU la délibération du 11 juin 2008 du SIEAMD demandant :  
de déclarer d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection autour du captage,  
d'autoriser les prélèvements sur les eaux superficielles,  
de l'autoriser à traiter et à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, et par laquelle le syndicat s'engage à indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils puissent prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et les servitudes instaurées dans les périmètres de protection ;

VU l'arrêté préfectoral n° 321 du 29 décembre 2008 portant transfert des compétences eau et assainissement à la communauté de l'agglomération montluçonnaise ;

VU le rapport favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 5 novembre 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3498/2009 en date du 26 octobre 2009 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique sur le territoire des communes de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret ;

VU les pièces constatant :  
que l'avis d'ouverture d'enquête a été publié et affiché en mairies de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret,  
que l'avis d'ouverture d'enquête a été publié dans deux journaux diffusés dans le département,  
que le dossier d'enquête a été déposé en mairies de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret du 23 novembre au 23 décembre 2009 inclus ;

VU l'avis favorable du Commissaire Enquêteur en date du 10 janvier 2010 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de Montluçon en date du 27 janvier 2010 ;

VU les avis réservés puis favorable de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des 18 décembre 2008 et 8 juin 2009 ;

VU les avis réservés du Directeur Régional de l'Environnement Auvergne des 25 juillet 2008 et 26 juin 2009 et l'avis favorable du 11 mai 2010 ;

VU l'absence d'observation formulée par M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 17 juillet 2008 ;

VU l'avis favorable formulé par l'architecte des bâtiments de France en date du 2 juillet 2008 ;

.../...

VU les remarques formulées par la Chambre d'Agriculture le 31 juillet 2008 ;

VU la note du service instructeur, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 25 septembre 2009 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 2 juillet 2010 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT la vulnérabilité de la ressource du fait de la quasi absence d'infiltration des eaux dans les sols générant un important ruissellement en direction des cours d'eau sur le bassin versant du Cher ;

CONSIDERANT les risques de pollution énoncés au dossier ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Allier ;

### ARRETE

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE</b> |
|---------------------------------------|

#### ARTICLE I :

Conformément aux dispositions de l'article L.215-13 du Code de l'Environnement et de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté d'agglomération montluçonnaise :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation d'une partie des eaux superficielles pour la consommation humaine à partir de la prise d'eau du Gour du Puy située sur la commune de Montluçon décrit à l'article 2 ;

- la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

#### ARTICLE 2 : Localisation, caractéristiques, et aménagement du captage

La prise d'eau dit du Gour du Puy est située en rive droite de la rivière le Cher à la limite de la commune de Lavault-Sainte-Anne sur la commune de Montluçon au lieu-dit Le Bas de Nerdre, section BM parcelle n° 2. A l'extrémité du petit plan d'eau formé par la digue sur le Cher, un canal bétonné permet de dériver une partie des eaux.

Les coordonnées topographiques en Lambert II étendu de l'ouvrage sont les suivantes :

X= 620751

Y= 2416413

.../...



### ARTICLE 3 : Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour de la prise d'eau superficielle. Ils s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

#### ARTICLE 3.1 : Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate concerne les parcelles de l'installation de l'usine de traitement et celles à acquérir pour la protection de la prise d'eau.

Il est scindé en deux entités :

- 1- En rive droite du cher : parcelle n° 2 section BM commune de Montluçon

Une solide clôture ceinture l'ensemble de l'installation captante dans la continuité de celle protégeant le site de l'usine de traitement des eaux. Sur l'eau, aucune matérialisation du périmètre ne sera réalisée. La collectivité dispose d'un barrage flottant mobile qui sera installé en cas de pollution par les pompiers.

- 2- En rive gauche du cher : parcelles n° 316 pour partie et 335 pour partie section AB commune de Lavault-Sainte-Anne.

Ces terrains doivent être acquis en pleine propriété par la communauté d'agglomération montluçonnaise qui est autorisée à les acquérir dans un délai de 5 ans, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Les terrains constituant le périmètre de protection immédiate en rive gauche du Cher seront clôturés.

A l'intérieur des deux entités du périmètre de protection immédiate, sont interdits toutes les activités, installations et dépôts autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien et à l'exploitation du captage.

L'accès au périmètre de protection immédiate est interdit à toute personne en dehors du maître d'ouvrage et des personnes habilitées.

La végétation présente sur les sites doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

#### ARTICLE 3.2 : Périmètres de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée qui s'étend sur les parcelles suivantes :

##### Commune Lavault-Sainte-Anne

###### Section AB

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 190 | 213 | 215 | 216 | 217 | 220 | 221 | 226 | 227 | 228 | 229 |
|                | 230 | 231 | 232 | 233 | 234 | 235 | 236 | 237 | 238 | 239 | 316 |
|                | 324 | 325 | 326 | 327 | 335 | 338 | 339 | 424 | 425 | 426 | 427 |
|                | 461 | 467 | 469 | 470 | 472 | 532 | 533 | 534 | 535 | 537 | 541 |
|                | 615 | 616 |     |     |     |     |     |     |     |     |     |

.../...

## Section AC

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 81  | 82  | 84  | 127 | 159 | 160 | 161 | 162 | 163 | 164 | 165 |
|                | 166 | 167 | 168 | 169 | 170 | 171 | 172 | 173 | 174 | 176 | 177 |
|                | 180 | 181 | 182 | 183 | 184 | 186 | 189 | 190 | 191 | 192 | 193 |
|                | 195 | 196 | 197 | 198 | 199 | 200 | 201 | 202 | 203 | 204 | 205 |
|                | 207 | 208 | 209 | 210 | 211 | 212 | 213 | 214 | 215 | 216 | 217 |
|                | 219 | 220 | 221 | 222 | 223 | 224 | 227 | 228 | 230 | 234 | 235 |
|                | 310 | 375 | 376 |     |     |     |     |     |     |     | 309 |

## Section AD

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 1   | 2   | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  |
|                | 12  | 13  | 14  | 15  | 16  | 17  | 18  | 19  | 20  | 21  | 22  |
|                | 24  | 25  | 26  | 27  | 28  | 29  | 30  | 31  | 32  | 33  | 34  |
|                | 37  | 38  | 39  | 40  | 41  | 42  | 43  | 46  | 47  | 49  | 50  |
|                | 53  | 55  | 56  | 59  | 60  | 61  | 64  | 66  | 67  | 70  | 72  |
|                | 75  | 76  | 77  | 78  | 79  | 80  | 81  | 82  | 83  | 84  | 85  |
|                | 87  | 88  | 89  | 90  | 91  | 92  | 93  | 95  | 108 | 110 | 112 |
|                | 114 | 115 | 121 | 122 | 123 | 125 | 126 | 128 | 129 | 131 | 132 |
|                | 141 | 142 | 144 | 145 | 146 | 147 | 148 | 149 | 150 | 151 | 152 |

## Section AE

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 13  | 15  | 16  | 17  | 18  | 20  | 23  | 24  | 25  | 26  | 28  |
|                | 29  | 30  | 32  | 33  | 34  | 35  | 36  | 37  | 38  | 39  | 40  |
|                | 71  | 72  | 73  | 74  | 76  | 77  | 78  | 79  | 80  | 81  | 82  |
|                | 86  | 88  | 89  | 165 | 169 | 170 | 173 | 174 | 175 | 176 | 177 |
|                | 189 | 190 | 191 | 192 | 193 | 194 | 195 | 196 | 197 | 198 | 199 |
|                | 201 | 202 | 203 | 204 | 205 | 206 | 207 | 208 | 333 | 334 | 346 |
|                | 348 | 349 | 350 | 351 | 352 |     |     |     |     |     | 347 |

## Section AK

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 1   | 3   | 4   | 7   | 17  | 18  | 19  | 20  | 21  | 22  |     |
|                | 23  | 24  | 25  | 27  | 28  | 29  | 30  | 31  | 32  | 33  | 34  |
|                | 95  | 97  | 98  | 99  | 112 | 113 | 114 | 115 | 117 | 118 | 120 |
|                | 158 | 159 | 160 | 161 | 162 | 163 | 164 | 165 | 166 | 167 | 168 |
|                | 170 | 171 | 173 | 174 | 175 | 180 | 183 | 184 | 185 | 186 | 187 |
|                | 192 | 195 | 196 | 203 | 204 | 208 | 210 | 214 | 215 | 221 | 247 |
|                | 257 | 258 | 259 | 260 | 261 | 262 | 271 | 272 | 298 | 299 | 300 |

## Section AL

|                |    |    |     |     |     |     |     |     |    |    |    |
|----------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|----|
| Parcelles N° : | 22 | 23 | 37  | 38  | 39  | 40  | 41  | 42  | 43 | 44 | 45 |
|                | 46 | 47 | 48  | 49  | 50  | 51  | 52  | 57  | 58 | 59 | 60 |
|                | 64 | 65 | 108 | 109 | 116 | 147 | 150 | 152 |    |    | 62 |

**Commune Lignerolles**

## Section ZD

|                |    |    |    |    |    |    |     |     |     |    |    |
|----------------|----|----|----|----|----|----|-----|-----|-----|----|----|
| Parcelles N° : | 36 | 37 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43  | 44  | 45  | 46 | 47 |
|                | 48 | 49 | 62 | 63 | 65 | 67 | 141 | 142 | 143 |    |    |

## Section ZE

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 69  | 70  | 72  | 73  | 74  | 75  | 77  | 78  | 79  | 80  | 82  |
|                | 83  | 86  | 87  | 91  | 93  | 94  | 189 | 190 | 206 | 208 | 209 |
|                | 274 | 275 | 322 | 323 | 324 | 351 | 353 |     |     |     | 210 |

.../...

**Section ZH**

|                |     |     |    |    |    |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 50  | 51  | 52 | 57 | 58 | 59  | 60  | 62  | 63  | 73  | 76  |
|                | 79  | 82  | 83 | 94 | 95 | 110 | 111 | 112 | 113 | 147 | 164 |
|                | 183 | 184 |    |    |    |     |     |     |     |     | 165 |

**Commune Montluçon****Section BL**

|                |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Parcelles N° : | 96  | 97  | 98  | 99  | 100 | 101 | 102 | 167 | 168 | 196 | 201 |
|                | 202 | 238 | 239 | 240 | 258 | 259 | 260 | 261 |     |     |     |

**Commune Saint-Genest****Section A1**

|                |    |     |     |     |    |    |    |    |    |    |    |
|----------------|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|----|
| Parcelles N° : | 4  | 5   | 6   | 8   | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 |
|                | 18 | 19  | 20  | 21  | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 29 |
|                | 30 | 31  | 32  | 33  | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 41 | 42 |
|                | 44 | 45  | 46  | 47  | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 |
|                | 56 | 57  | 58  | 62  | 66 | 70 | 71 | 72 | 75 | 87 | 88 |
|                | 90 | 589 | 592 | 594 |    |    |    |    |    |    | 89 |

**Commune Villebret****Section C3**

|                |     |     |      |      |      |      |      |      |      |     |     |
|----------------|-----|-----|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| Parcelles N° : | 794 | 795 | 796  | 797  | 798  | 799  | 803  | 804  | 805  | 815 | 816 |
|                | 817 | 818 | 819  | 820  | 821  | 822  | 823  | 824  | 825  | 826 | 827 |
|                | 829 | 830 | 831  | 832  | 833  | 834  | 842  | 845  | 846  | 847 | 848 |
|                | 850 | 851 | 852  | 853  | 854  | 948  | 953  | 954  | 955  | 956 | 957 |
|                | 960 | 961 | 1062 | 1077 | 1078 | 1079 | 7080 | 1234 | 1235 |     | 959 |

**Section AB**

Parcelles N° : 9a, 10

**A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits :*****Urbanisme***

- toute nouvelle construction superficielle ou souterraine à usage agricole, industriel ou commercial autres que celles nécessaires à la production et à la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, si leur exploitation est susceptible d'entraîner un risque de pollution chronique ou accidentelle des eaux superficielles.

***Voies de communication***

- l'ouverture de nouvelles voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou à conforter des liaisons existantes.

***Excavations***

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, de mines et décharges.

***Dépôts, stockage, canalisations***

- le dépôt et le stockage d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, et de tous déchets susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement, en dehors des sièges d'exploitation agricole, des entreprises artisanales et industrielles ou des habitations et non aménagés conformément à la réglementation en vigueur,

.../...



- l'installation de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature à l'exception de celles destinées à l'alimentation en eau publique, en dehors des sièges d'exploitation agricole, des entreprises artisanales et industrielles ou des habitations et non aménagés conformément à la réglementation en vigueur,
- le stockage de produits de traitement de la route.

#### ***Points d'eau***

- l'établissement de mare, trou d'eau, bief et autres aménagements hydrauliques organisant l'écoulement ou le stockage des eaux superficielles à l'exception de ceux destinés à l'alimentation publique en eau.

#### ***Utilisation de produits phytosanitaires***

- le désherbage des talus, fossés, des cours d'eau et de leurs berges, des annexes hydrauliques (bras morts également appelés boires), des plans d'eau et de leurs berges, avec des produits phytosanitaires.

#### ***Activités agricoles***

- le dépôt ou le stockage au champ même temporaire de fertilisants organiques, d'engrais chimiques, de produits phytosanitaires, ou de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- l'utilisation de produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- l'épandage sur ou dans le sol de fertilisants organiques (lisier, fumier, purin, fientes...),
- l'épandage sur ou dans le sol de boues de station d'épuration, de matières de vidange ou autre substance polluante,
- la destruction des talus et des haies,
- le drainage des terres agricoles,
- la coupe à blanc des peuplements de feuillus, sauf en cas de peuplement forestier sinistré par un événement climatique exceptionnel ou en cas de présence de pathogènes, après avis de l'autorité sanitaire et de la communauté d'agglomération. Les arbres abattus devront être répartis uniformément dans le peuplement et le prélèvement maximum ne devra pas excéder 50 % du volume debout,
- la coupe à blanc des peuplements de résineux sur une surface supérieure à 2 ha, sauf en cas de peuplement forestier sinistré par un événement climatique exceptionnel ou en cas de présence de pathogènes, après avis de l'autorité sanitaire et de la communauté d'agglomération.

#### **Mesures complémentaires dans le périmètre de protection rapprochée**

##### ***Mise en place d'une zone tampon :***

Une zone tampon minimale d'une largeur de 5 m en herbe ou boisée sera implantée en bordure de tous les cours d'eau y compris annexes hydrauliques (bras morts également appelés boires) et des plans d'eau. Aucun traitement chimique ou apport de fertilisant n'est autorisé sur les bandes enherbées ou boisées. Leur entretien peut être réalisé par broyage ou par fauchage.

Tous les procédés de dessouchage sont interdits dans la zone tampon.

##### ***Urbanisme***

Le raccordement des habitations à un réseau d'assainissement collectif sera privilégié, en fonction des critères technico-économiques

#### **Pour les installations et activités existantes situées dans le périmètre de protection rapprochée s'appliquent les dispositions suivantes :**

L'extension mesurée de bâtiments autour des installations à usage agricole, industriel ou commercial existantes, sans changement de destination, est autorisée.

Tous les bâtiments et installations à usage agricole, industriel ou commercial abritant des produits pouvant porter atteinte à la qualité des eaux (effluents d'élevage, fumiers, ensilage, hydrocarbures, produits chimiques...) ne doivent induire ni rejet, ni infiltration d'eaux souillées dans le milieu naturel. Ils seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur dans un délai de deux ans après la publication du présent arrêté de façon à n'induire aucun risque de pollution tant au niveau des dépôts que des stockages de ces produits, que de leurs aires de manipulation, de chargement ou déchargement.

.../...

La communauté d'agglomération montluçonnaise, sous l'autorité des maires des communes et des services de l'Etat, doit recenser toutes les installations à usage agricole, industriel ou commercial abritant des produits pouvant porter atteinte à la qualité des eaux (effluents d'élevage, fumiers, ensilage, hydrocarbures, produits chimiques...) à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée et leur niveau de conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur. La liste qui en est faite est transmise à Monsieur le Préfet de l'Allier dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

**Pour les habitations existantes situées dans le périmètre de protection rapprochée s'appliquent les dispositions suivantes :**

Les habitations existantes seront mises en conformité avec la réglementation générale de la façon suivante :

- les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées devront faire l'objet d'un assainissement individuel conforme à la réglementation dans un délai de deux ans après la publication du présent arrêté. Les puits perdus et les puisards filtrants destinés à recevoir des eaux usées, les rejets sans traitement aux fossés seront impérativement supprimés,
- pour les habitations raccordables à un réseau collectif, le branchement est obligatoire et immédiat,
- les installations de stockage de fuel seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur dans un délai de deux ans après la publication du présent arrêté.

La communauté d'agglomération montluçonnaise, sous l'autorité des maires des communes, doit recenser, pour toutes les habitations à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les installations concernées (assainissement, stockage de fuel). La liste qui en est faite est transmise à Monsieur le Préfet de l'Allier dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 3.3 : Matérialisation et signalisation des périmètres de protection**

Les limites du périmètre de protection rapprochée seront matérialisées aux extrémités lorsque la communauté d'agglomération montluçonnaise le jugera nécessaire notamment pour les parcelles dont l'emprise est partielle.

Elle installe et entretient, à ses frais, en des emplacements judicieusement choisis, des panneaux informant le public de la présence des périmètres de protection en l'invitant à éviter tout acte de nature à porter atteinte à la qualité des eaux.

**ARTICLE 3.4 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée**

I. Indépendamment des règlements auxquels il est tenu, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain qui souhaiterait modifier ou créer une activité, une installation, un dépôt, un ouvrage ou une occupation du sol réglementé à l'intérieur des périmètres de protection devra faire connaître son intention à la Préfecture de l'Allier.

Il produit toutes les informations nécessaires et notamment :

- les caractéristiques de son projet et en particulier celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour remédier aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. Un avis sanitaire émis par un hydrogéologue agréé pourra être demandé par l'administration, selon la nature du projet, aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la communauté d'agglomération montluçonnaise et la préfecture soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

.../...

III. La création de tout nouveau captage d'eau destinée à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

#### ARTICLE 4 : Droits des tiers

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage du Gour du Puy sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la communauté d'agglomération montluçonnaise.

### TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

#### ARTICLE 5 : Autorisation d'utiliser l'eau pour la consommation humaine

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique, et notamment l'article L.1321-7, la communauté d'agglomération montluçonnaise est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir du captage pour la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine sous réserve de la mise en place d'un traitement approprié.

#### ARTICLE 6 : Traitement de l'eau avant distribution

La filière de traitement des eaux, avant mise en distribution est décrite en annexe 1.

Les paramètres équilibre calco-carbonique, carbone organique total et chlorites, présentant des dépassements chroniques des références de qualité, devront subir un traitement adapté pour être conformes à la réglementation en vigueur.

Toute modification de traitement fera l'objet d'une autorisation préfectorale.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation sera à reconsidérer.

#### ARTICLE 7 : Qualité des eaux distribuées

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique.

#### ARTICLE 8 : Contrôle de la qualité de l'eau : auto surveillance

La communauté d'agglomération montluçonnaise est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- un examen régulier des installations,
- un programme de tests et d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations.

Un fichier sanitaire recueillera l'ensemble des informations collectées à ce titre et sera tenu à disposition de l'administration.



**AUTORISATION DE PRELEVEMENT SUR LES EAUX SUPERFICIELLES**  
**(articles L.214-1 et suivants)**

ARTICLE 9 : Situation du captage par rapport au Code de l'Environnement

Il est soumis à autorisation au titre de l'article R.214-1 titre 1<sup>er</sup> Prélèvements du Code de l'Environnement rubrique 1.3.1.0.

L'autorisation de prélèvement est donnée pour une durée de vingt-cinq ans à dater de la signature du présent arrêté.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 10 : Conditions de prélèvement

Le débit de prélèvement maximum instantané autorisé est de 900 m<sup>3</sup>/h en période d'exploitation normale. En cas d'incidents techniques, d'opérations de maintenance (en dehors des périodes critiques) ou de demandes supplémentaires exceptionnelles en eau, le débit instantané pourra être porté à 1200 m<sup>3</sup>/h au maximum. Un bilan annuel de fonctionnement sera transmis au service Environnement/Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires.

Le débit de prélèvement maximum journalier autorisé est de 20 000 m<sup>3</sup>/j.

Toute augmentation de débit devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire après avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

ARTICLE 11 : Respect de la limitation de prélèvement

Un système de comptage adapté permettra de vérifier en permanence les valeurs de débits conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement. L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

**DISPOSITIONS DIVERSES**

ARTICLE 12 : Mesures de sécurité

- Collecte d'eaux pluviales

La collecte des eaux pluviales en limite nord des parcelles 335 et 316 du périmètre de protection immédiate et de la zone artisanale sera réalisée et dirigée dans le Cher en aval de la prise d'eau.

- Pompe à essence de l'entreprise 2MI

Située sur la parcelle 541 section Ab de la commune de Lavault Sainte-Anne, la cuve à fuel desservant la pompe à essence devra être sécurisée (bac de rétention ou double paroi), de préférence non enterrée.

.../...

- Dispositif de surveillance et d'alerte

Il est implanté au niveau du canal d'amenée pour diagnostiquer toute évolution défavorable des eaux et tout phénomène de pollution.

Il comprend :

- un contrôle analytique de la qualité de l'eau du Cher par :
  - une mesure en continu du pH, température, conductivité,
  - un détecteur d'hydrocarbures à fusibles ou similaire.
  - un détecteur de la toxicité par un indicateur biologique.

Toute alerte entraînera :

- l'arrêt immédiat des pompes.
- l'alerte des agents d'astreinte en cas de nécessité
- des prélèvements automatiques pour complément d'analyses en cas de pollution
- la réalisation d'une base de données par outil informatique permettant de comparer à tout instant une valeur aux séquences précédentes.

En amont de la station d'alerte existante, afin d'anticiper le passage d'une pollution, une station complémentaire pourra être installée en amont de la prise d'eau pour les paramètres suivants : hydrocarbures et détecteur biologique.

- Réseau de surveillance :

Les principaux ouvrages sont équipés de systèmes anti-intrusion et reliés au dispositif de surveillance par télégestion dont dispose la communauté d'agglomération.

- Moyens de secours

Un plan interne définissant les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise (défaillance des installations, actes de malveillance, pollution des captages ou des réseaux...) devra être élaboré dans un délai de un an après la publication du présent arrêté.

Il devra notamment décrire les solutions d'alimentation en eau de secours (interconnexions, délais de mise en service, capacités, secteurs concernés) en fonction des différentes situations de crise pouvant survenir.

### ARTICLE 13 : Modification des installations de production et de distribution

Tout projet de modification de ressource utilisée, de produit de traitement, de système d'alerte et de surveillance, d'étape ou d'extension de la filière de traitement, par l'exploitant, devra être porté par la communauté d'agglomération montluçonnaise à la connaissance du Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

La communauté d'agglomération montluçonnaise aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le Préfet fera connaître dans un délai d'un mois à partir de la fourniture de tous les renseignements demandés, si ces modifications sont compatibles avec l'autorisation et la réglementation en vigueur ou si une demande d'autorisation préfectorale devra être déposée par la communauté d'agglomération montluçonnaise.

#### ARTICLE 14 : Délai et durée de validité

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de deux ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages participent à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### ARTICLE 15 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

#### ARTICLE 16 : Notification et publicité de l'arrêté

Une mention de l'arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Allier.

Le présent arrêté sera affiché en mairies de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret pendant une durée minimale de deux mois. Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins des maires des communes concernées. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire.

Le présent arrêté sera transmis à la communauté d'agglomération montluçonnaise en vue :

- de sa mise en œuvre ;
- de la notification sans délai des servitudes qui grèvent les terrains à chaque propriétaire ou ayant droit des parcelles concernées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux ;
- d'une éventuelle publication des servitudes à la conservation des hypothèques. Celle-ci permet d'assurer la transmission des servitudes aux tiers et de garantir la réalisation des obligations qui résultent du présent arrêté.

Les maires de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret conservent le présent arrêté et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont attachées.

#### ARTICLE 17 : Inscriptions sur les documents d'urbanisme

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection définis dans le présent arrêté sont annexées aux documents d'urbanisme des communes de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret dans un délai de trois mois après la date de signature de l'arrêté conformément aux dispositions des articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du Code de l'Urbanisme.

#### ARTICLE 18 : Délai de recours et droit des tiers

En application du Code de la justice administrative, le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

.../...



- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, par toute personne ayant intérêt pour agir dans un délai de 2 mois à compter de son affichage en mairie,
- en ce qui concerne les servitudes publiques, par les propriétaires concernés dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

#### ARTICLE 19 : Sanctions applicables

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues aux articles L.1324-3 et L.1324-4 du Code de la Santé Publique, notamment en cas :

#### - Non respect de l'acte portant déclaration d'utilité publique et des servitudes instaurées dans les périmètres de protection

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, le fait de ne pas se conformer :

- aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique,
- aux dispositions relatives à l'interdiction et à la réglementation des activités, travaux, dépôts et installations dans les périmètres de protection mentionnés aux articles L. 1322-3 à L. 1322-7.

#### - Dégradation, pollution d'ouvrages

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende, le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique,
- d'abandonner, par négligence ou incurie, des cadavres d'animaux, des débris de boucherie, fumier, matières fécales et, en général, des résidus d'animaux putrescibles dans les failles, gouffres, bétoires ou excavations de toute nature, autres que les fosses nécessaires au fonctionnement d'établissements classés est puni des même peines.

#### ARTICLE 20 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Allier, Monsieur le Sous-Préfet de Montluçon, Monsieur le Président de la communauté d'agglomération montluçonnaise, Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Montluçon, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Saint-Genest et Villebret, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et des Populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en Auvergne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 19 JUL 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général p.i.,  
Le Sous-Préfet de Montluçon

Alain BUCQUET

Liste des annexes :

- Annexe 1 : filière de traitement
- Annexe 2 : plan parcellaire : 1 page

Pour copie certifiée conforme  
Pour le Préfet  
L'Attaché de Bureau,

Chantal POUZERATTE

## USINE DE PRODUCTION DU GOUR DU PUY

### FILIERE DE TRAITEMENT

| Situation<br>(sur le plan<br>et la coupe) | Phase                               | Procédé   | Rôle   |
|---|-------------------------------------|---|--|
| 1   | Captation                           | Digue + canal de dérivation   | Dériver l'eau (uniquement celle nécessaire) du cours naturel du Cher                                 |
| 2   | Désinfection n° 1                   | Injection de bioxyde de chlore  | Oxydation des micropolluants minéraux et blocage de la prolifération des algues et des bactéries     |
| 3   | Dégrillage + tamisage               | Passage de l'eau dans une grille et dans un tamis   | Elimination des corps étrangers, flottants   |
| 4   | Réminéralisation n° 1               | Injection CO <sub>2</sub> + injection lait de chaux 20 g/l  | Amener le pH au pH optimal pour la coagulation-floculation (6,3 → 6,9)                               |
| 5   | Relèvement eau tamisée              | 4 pompes de 400 m <sup>3</sup> /h   | Regagner du dénivelé pour la suite gravitaire de la filière de traitement                            |
| 6   | Coagulation                         | Injection sulfate d'Aluminium à 8,3 % (= coagulant)   | Déstabiliser les éléments en suspension en les « comprimant » électriquement                         |
| 7   | Pré-conditionnement                 | Les eaux sont dirigées vers 2 filières séparées et parallèles de décantation, de manière égale                                | Doubler la capacité en débit pour la décantation   |
| 8<br>(en cas de pollution)                | Adsorption                          | Injection d'une préparation eau + charbon actif à 100 g/l   | Fixer les substances polluantes éventuelles  |
| 9   | Floculation (2 filières parallèles) | Injection d'un floculant (AN910) en solution (1 g/l) → 2 bâches de pré-conditionnement  | Agglomérer les particules déchargées des MES   |
| 10  | Décantation (2 filières parallèles) | Dépôt gravitaire des MES solides floculées, avec injection de micro-sable (1 à 2 g/l) → 2 décanteurs CYCLOFLOCS               | Séparer la phase solide de l'eau et accélérer ce phénomène en lestant les MES (par des micro-sables) |
| 11  | Filtration (2 filières parallèles)  | Passage de l'eau dans 2 x 4 filtres à sable et à graviers   | Affiner la séparation des MES de l'eau (à 0,1 µm)  |
| 12  | Ozonation (désinfection n° 2)       | Injection d'ozone gazeux fabriqué sur place par 2 ozoneurs électriques  | Désinfecter en éliminant les micro-organismes pathogènes, bactéries, virus et parasites              |
| 13  | Reminéralisation n° 2               | Injection CO <sub>2</sub> + injection eau de chaux à 2 g/l  | Relever le pH pour être dans la norme (objectif : pH à 7,8 en sortie)                                |
| 14  | Pompage de l'eau traitée            | Stockage dans une bâche de 600 m <sup>3</sup> + 5 groupes de pompage (3 x 400 m <sup>3</sup> /h et 2 x 600 m <sup>3</sup> /h) | Relever les eaux traitées vers les différents réservoirs de distribution                             |
| 15  | Désinfection n° 3                   | Injection de bioxyde de chlore (dans les conduites de refoulement)  | Assurer une rémanence de la désinfection   |



LEGENDE:  
Périmètre de protection immédiate  
Périmètre de protection rapprochée

AVRIL 2009  
ECH. 1/15.000  
0 500 m

Département de l'Allier  
COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION MONTLUÇONNAISE  
PRISE D'EAU DU GOUR DU PUY

**AEDACERE**



## **ANNEXE 2**

### **NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES**





Gestionnaire  
du Réseau de Transport d'Électricité

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX**  
**LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES**  
**Ouvrages du réseau d'alimentation générale**

**SERVITUDES I4**

**Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres**

**REFERENCES :**

Loi du 15 Juin 1906 (article 12) modifiée par la loi du 27 Février 1925, par les lois de finances du 13 Juillet 1925 (article 298) et du 16 Avril 1930, la loi du 4 Juillet 1935, les décrets-lois du 17 Juin 1938 et du 12 Novembre 1938, les décrets du 27 Décembre 1925, n° 58-1284 du 22 Décembre 1958, n° 67-885 du 6 Octobre 1967, n° 71-757 du 9 Septembre 1971, n° 73-201 du 22 Février 1973.

↳ Loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 35).

↳ Ordonnance n° 58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946 précitée.

↳ Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour l'imposition des servitudes.

↳ Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 (concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes).

↳ Décret n° 85-1109 du 15 Octobre 1985 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.

↳ Décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.

## **EFFETS DE LA SERVITUDE**

Ce sont les effets prévues par la loi du 15 Juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. Le décret n° 67-886 du 6.10.67, d'application de la loi du 15 Juin 1906, établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1°/ Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret-loi du 12 Novembre 1938).

#### **2°/ Obligations de faire imposées au propriétaire**

Néant.

### **B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

#### **1°/ Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

#### **2°/ Droits des propriétaires**

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

## REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toutes délivrances de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

## EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (exceptés les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan de zonage déposé en Mairie, le décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait l'obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant des ouvrages de transport indiqué ci-dessous, une demande de renseignement réglementaire (D.R.) accompagnée des extraits de plans suivants :

- ↳ un plan de situation au 1/25 000è (ou plus précis),
- ↳ un plan de masse,
- ↳ un plan de ville selon la situation du chantier.

Une réponse devra être ensuite envoyée par l'exploitant dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande. Elle précisera si une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) doit être ensuite effectuée avant l'exécution des travaux.

Le même décret impose que les D.I.C.T. doivent parvenir à l'adresse ci-dessous 10 jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, jours fériés non compris, pour tous travaux à proximité des ouvrages de transport concernés.

**TERAA - GET Auvergne**  
**14, blvd Flaubert-BP 363**  
**63010 Clermont-Ferrand Cedex**

## SERVICES RESPONSABLES

**NATIONAL : Ministère de l'industrie**

**REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :**

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- ↳ DIRE,
- ↳ RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale :

- ↳ DDE,
- ↳ Distributeurs EDF EGF Services et / ou régies.



# **ANNEXE 3**

## **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATION**

### **Note de présentation et réglementation**



D.D.E. ALLIER



## **PLAN de PREVENTION des RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

----

**RIVIERE : *CHER***

**RUISSEAUX : *POLIER - LAMARON-CLUZEAU  
- ETOURNEAUX - COURAUD***

----

***DESERTINES - LAVAUT SAINTE ANNE -  
MONTLUÇON - SAINT VICTOR***

----

**Risque INONDATION**

Articles L. 562-1 à L. 562-7 du Code de l'Environnement  
Décret n° 95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux plans de prévention  
des risques naturels prévisibles

VU

Pour être annexé à mon arrêté en date

*Montluçon, le*

Le Préfet,

**26 MAI 2003**

Dominique DELLION

## **NOTE DE PRESENTATION**

Pour Copie Conforme  
Le Chef de Bureau



*Chien*  
1 17 17 17



# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I - <u>OBJET DE LA REVISION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES</u></b>                  | <b>3</b>  |
| <b>II - <u>DISPOSITIONS JURIDIQUES RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS</u></b> | <b>4</b>  |
| 1) <i>Introduction</i>  | 4         |
| 2) <i>La responsabilité de l'Etat</i>   | 4         |
| 3) <i>La responsabilité des Communes</i>  | 4         |
| 4) <i>Un cadre réglementaire</i>  | 5         |
| 5) <i>Une procédure administrative</i>  | 5         |
| <b>III - <u>DELIMITATION DES ZONES INONDABLES</u></b>                                     | <b>6</b>  |
| 1) <i>Les études réalisées</i>  | 6         |
| 2) <i>Les données historiques</i>   | 7         |
| 3) <i>Les crues du CHER</i>   | 8         |
| 4) <i>Les débits du CHER dans l'agglomération montluçonnaise</i>                          | 9         |
| 5) <i>Les crues des ruisseaux montluçonnais</i>   | 10        |
| <b>IV - <u>ETABLISSEMENT DE LA CARTE DE ZONAGE ET DU REGLEMENT</u></b>                    | <b>11</b> |
| 1) <i>Les objectifs poursuivis</i>  | 11        |
| 2) <i>La cartographie des aléas</i>   | 12        |
| 3) <i>Le règlement du P.P.R.</i>  | 14        |
| <b>V - <u>MODIFICATIONS APPORTEES AU P.P.R. APPROUVE LE 5 JUIN 1998</u></b>               | <b>15</b> |
| 1) <i><u>Les modifications de zonage</u></i>  | 15        |
| 2) <i><u>Les modifications du règlement</u></i>   | 16        |

## **I - L'OBJET DE LA REVISION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES**

Par arrêté préfectoral du 5 Juin 1998, M. le Préfet de l'Allier a approuvé le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles délimitant les zones inondables sur les communes de DÉSERTINES, LAVAUT SAINTE ANNE, MONTLUÇON et SAINT VICTOR.

Ultérieurement des difficultés sont apparues pour l'application de ce document :

- délimitation imprécise de l'emprise des zones inondables aux limites entre communes
- précision insuffisante des hauteurs de submersion par le ruisseau le COURAUD à MONTLUÇON
- absence sur les documents approuvés des cotes de la crue de référence auxquelles fait référence le règlement du P.P.R. pour l'implantation des constructions en zone d'aléa faible.

La révision du P.P.R. prescrite par arrêté préfectoral du 20 février 2002 a pour objet de résoudre ces difficultés.

Elle porte sur l'ensemble du périmètre du P.P.R. approuvé soit de la limite amont de la commune de LAVAUT SAINTE ANNE au barrage des « Trillers » à SAINT VICTOR.

Elle ne remet pas en cause les bases techniques et les principes d'élaboration du P.P.R. approuvé.

Les éléments qui suivent (chapitres II à IV) reprennent donc pour l'essentiel le contenu de la note de présentation comprise dans le dossier du P.P.R. approuvé le 5 Juin 1998.

## **II - LES DISPOSITIONS JURIDIQUES RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS**

### **1 - Introduction**

La prévention des risques naturels est une responsabilité des pouvoirs publics. La prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire et l'occupation des sols est une nécessité affirmée par la loi n° 87.565 du 22 Juillet 1987 portant organisation de la sécurité civile à la protection contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

La loi n° 95.101 du 2 Février 1995 a institué le P.P.R. comme document unique de prévention des risques dans les zones soumises à un risque majeur.

Les textes législatifs relatifs aux P.P.R. sont maintenant codifiés aux articles L.562-1 à L.562-7 du Code de l'Environnement.

### **2 - La responsabilité de l'Etat**

L'ETAT doit :

- évaluer et afficher les risques en précisant leurs localisations et leurs caractéristiques,
- veiller à leur prise en compte dans les procédures spécifiques,
- édicter des mesures de prévention propres à réduire les conséquences humaines, sociales et économiques des risques.

### **3 - La responsabilité des Communes**

Les COMMUNES doivent :

- tenir compte de toutes les informations qu'elles possèdent sur l'existence d'une zone soumise à des risques naturels dans leur document d'urbanisme quant à l'affectation et l'utilisation des sols,
- informer le représentant de l'Etat de la connaissance des risques sur le territoire communal.

.../...

A l'issue de ces consultations, le plan, éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au minimum dans chaque mairie sur le territoire de laquelle le plan est applicable.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public en préfecture et dans chaque mairie concernée. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus aux deux alinéas précédents.

Le P.P.R. approuvé constitue une servitude d'utilité publique et s'impose comme telle dans les documents d'urbanisme.

Toutefois, il n'autorise la construction que dans la mesure où le Plan d'Occupation des Sols en vigueur le permet également.

La modification ou révision d'un Plan de Prévention des Risques est réalisée dans les mêmes formes que son élaboration.

### **III - LA DELIMITATION DES ZONES INONDABLES**

#### **1) - Les études réalisées**

De nombreuses études hydrauliques ont été conduites sur le secteur du Haut CHER et l'agglomération montluçonnaise.

1988 : Diagnostic hydraulique de la vallée du CHER  
E.P.A.L.A. / INGEROUTE

1989 : Etude diagnostic des crues du CHER dans la traversée  
de MONTLUÇON  
E.P.A.L.A. - HYDRATEC / SOMIVAL

1990 : Protection de MONTLUÇON contre les crues du CHER  
Etude hydraulique D.D.E. ALLIER / B.C.E.O.M.

.../...

A l'issue de ces consultations, le plan, éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au minimum dans chaque mairie sur le territoire de laquelle le plan est applicable.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public en préfecture et dans chaque mairie concernée. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus aux deux alinéas précédents.

Le P.P.R. approuvé constitue une servitude d'utilité publique et s'impose comme telle dans les documents d'urbanisme.

Toutefois, il n'autorise la construction que dans la mesure où le Plan d'Occupation des Sols en vigueur le permet également.

La modification ou révision d'un Plan de Prévention des Risques est réalisée dans les mêmes formes que son élaboration.

### **III - LA DELIMITATION DES ZONES INONDABLES**

#### **1) - Les études réalisées**

De nombreuses études hydrauliques ont été conduites sur le secteur du Haut CHER et l'agglomération montluçonnaise.

1988 : Diagnostic hydraulique de la vallée du CHER  
E.P.A.L.A. / INGEROUTE

1989 : Etude diagnostic des crues du CHER dans la traversée  
de MONTLUÇON  
E.P.A.L.A. - HYDRATEC / SOMIVAL

1990 : Protection de MONTLUÇON contre les crues du CHER  
Etude hydraulique D.D.E. ALLIER / B.C.E.O.M.

.../...



- 1994 : Etude hydraulique des ruisseaux montluçonnais  
Ville de MONTLUÇON / S.O.G.R.E.A.H.
- 1995 : Protection de l'agglomération montluçonnaise contre les crues  
du CHER et de ses affluents  
E.P.A.L.A. / D.D.E. ALLIER / B.C.E.O.M.
- 1995 : Etude de la protection des têtes de réseau en cas de crue du CHER  
Syndicat Intercommunal Eau et Assainissement MONTLUÇON -  
DESERTINES / B.C.E.O.M.

Tout ou partie de ces études a été utilisé pour élaborer le volet hydraulique du P.P.R. de l'agglomération montluçonnaise.

Elles ont été complétées dans le cadre de la révision du P.P.R. par une étude de modélisation des écoulements du ruisseau le COURAUD au droit de la cité Dunlop (société SOGREAH) et par une actualisation de la cartographie des zones inondables entre la passerelle de « La Glacerie » sur le CHER à l'amont, et la limite communale de MONTLUÇON à l'aval (société BCEOM).

Elles mettent toutes en évidence l'inondabilité d'une partie non négligeable du territoire communal de MONTLUÇON et SAINT VICTOR, à un degré moindre de LAVAUT SAINTE ANNE et DESERTINES.

La ville de MONTLUÇON peut être inondée soit par débordement du CHER au dessus des digues édifiées régulièrement depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, soit par remontée des eaux de la rivière dans le réseau d'assainissement et les affluents du CHER, soit, de façon beaucoup plus limitée, par ces affluents du CHER dont la plupart ont des débouchés hydrauliques trop restreints, soit enfin par la conjonction de plusieurs de ces phénomènes.

## 2) - Les données historiques

Il y a quelques siècles, la vieille ville de MONTLUÇON était située sur la butte contournée sur sa gauche par une large boucle du CHER, et dominée par le « Vieux Château ».

Un seul pont permettait le franchissement de la rivière : le Pont Vieux (Saint Pierre). Un autre pont existait plus à l'amont : le Pont Bucefier ; il fut remplacé par le Pont Ringuet (Les Isles) vers 1830.

Sous la pression démographique liée au développement industriel de MONTLUÇON (la population est passée de 500 habitants en 1811 à environ 60 000 en 1962), la ville s'est développée sur les rives parfois inondables du CHER, en rive gauche notamment dans la « Ville Gozet ».

A LAVAUT SAINTE ANNE, les seuls secteurs urbanisés inondables se situent autour de la Minoterie du moulin « Fayolle », qui utilisait et utilise encore l'énergie motrice du CHER. Pour des raisons évidentes, cet ancien moulin a été construit à proximité immédiate de la rivière.

### 3) - Les crues du CHER

L'une des plus grandes crues historiques du CHER a eu lieu le 2 Juin 1855. Elle a atteint la cote de 3,46 m. à l'échelle hydrométrique de MONTLUÇON. Elle a occasionné de très importants dégâts (quartiers submergés, ponts emportés, ... ). C'est de cette époque que datent les premiers endiguements de la ville de MONTLUÇON.

Il faudra attendre Mai 1940 pour retrouver une crue de cette ampleur puisque la cote de 3,58 m. a été relevée sur l'échelle de MONTLUÇON. Une des digues rive gauche du CHER s'est rompue sous la force des eaux qui se sont engouffrées dans le Canal du Berry où elles ont commis de gros dégâts.

En Mai 1958, le niveau du CHER a atteint la cote de 3,66 m. à MONTLUÇON. En raison de l'ensablement important du lit du CHER, l'inondation dans MONTLUÇON fut aggravée d'au moins 50 cm. par rapport à la situation antérieure.

La suppression du barrage « Saint Jacques », la modernisation et l'automatisation du barrage mobile qui permet l'alimentation du Canal du Berry, ainsi que le curage massif du lit du CHER, ont certainement permis de limiter les dégâts de la plus grande crue connue du CHER qui est survenue en Octobre 1960, la cote de 3,70 m. a été attribuée officiellement à cette crue. Son débit fut de 820 m<sup>3</sup>/s., et sa période de retour estimée à 1 année sur 80.

Une enquête de police du 8 Octobre 1960 fait état de 1990 maisons et de 110 ateliers ou magasins inondés. 55 immeubles ont été évacués, 185 maisons individuelles ont nécessité une évacuation partielle.

Les quartiers qui ont été le plus touchés sont ceux de « La Ville Gozet », « Saint Pierre », « Bretonnie », « Le Châtelet », « Blanzat », les quartiers des rues de « La Barque », des « Auberries », du « Renard » et « Saint Jean ».

Dans les conditions actuelles d'écoulement, une crue de fréquence de retour centennale de 900 m<sup>3</sup>/s. entraînerait certainement au moins les mêmes submersions et les mêmes dégâts que ceux de la crue d'Octobre 1960.

#### 4) - Les débits du CHER dans l'agglomération montluçonnaise

De l'examen des cotes et des débits relevés par le service d'annonce des crues du CHER depuis la fin de la dernière guerre, on peut établir le tableau suivant :

| Période de retour en années | Crue de :      | Débit en m <sup>3</sup> /s. |
|-----------------------------|----------------|-----------------------------|
| 5                           | Mai 1985       | 250                         |
| 10                          | Mai 1977       | 320                         |
| 17                          | Janvier 1982   | 450                         |
| 20                          | Décembre 1944  | 520                         |
| 30                          | 26 Mai 1958    | 610                         |
| 70                          | 4 Mai 1940     | 780                         |
| 80 à 90                     | 4 Octobre 1960 | 830                         |
| 100                         | Crue théorique | 900                         |

On notera que la crue d'allure centennale de 900 m<sup>3</sup>/s. n'est que théorique et issue du calcul mathématique. La plus grande crue (connue) du CHER n'a pas, à ce jour, dépassé 830 m<sup>3</sup>/s.

### 5) - Les crues des ruisseaux montluçonnais

Les données sur les crues des ruisseaux montluçonnais sont extraites de l'étude de la SOGREAH de 1994. Elles sont basées sur les relevés des crues historiques de ces ruisseaux, notamment celles de 1855, 1958 et 1988, mais surtout sur la simulation mathématique à partir de modèles hydrologiques des bassins. Ces modèles ont pour but de calculer les débits de pointe et les hydrogrammes de crues pour des temps de retour fixés à 10 ans (décennal) et 100 ans (centennale).

La crue type de chaque ruisseau a été calculée par un modèle pluie / débit utilisant le logiciel PLUTON, mis au point par SOGREAH, et parfaitement adapté aux ruisseaux qui possèdent un bassin mixte, à la fois rural et urbain.

On retiendra de cette étude les débits caractéristiques suivants :

| Ruisseaux  | Points de Mesures    | $Q_{10} \text{ m}^3/\text{s.}$<br>(*) | $Q_{100} \text{ m}^3/\text{s.}$<br>(*) |
|------------|----------------------|---------------------------------------|--|
| POLIER     | Moulin de Tiauleroix | 5,8                                   | 16,44                                  |
|            | Barrage de Nérès     | 7,4                                   | 21,10                                  |
|            | Bas de Nerdre        | 17,10                                 | 47,40                                  |
|            | Confluence CHER      | 18,50                                 | 50,20                                  |
| LAMARON    | Montassière          | 8,50                                  | 24,10                                  |
|            | Diéna                | 14,25                                 | 39,00                                  |
|            | Confluence CHER      | 14,90                                 | 40,30                                  |
| ÉTOURNEAUX | Le Méry              | 7,10                                  | 20,20                                  |
|            | Barrage de Sault     | 14,75                                 | 40,40                                  |
|            | Confluence CHER      | 15,90                                 | 42,80                                  |

...

| Ruisseaux | Points de Mesures       | $Q_{10} \text{ m}^3/\text{s.}$<br>(*) | $Q_{100} \text{ m}^3/\text{s.}$<br>(*) |
|-----------|-------------------------|---------------------------------------|--|
| COURAUD   | Couraud Village         | 2,70                                  | 7,50                                   |
|           | D. <del>943</del> 9 4 3 | 4,55                                  | 12,84                                  |
|           | D. <del>916</del> 9 1 6 | 4,40                                  | 12,10                                  |
|           | Dunlop                  | 4,42                                  | 12,00                                  |
|           | Vieille Ecluse          | 4,80                                  | 12,90                                  |
| CLUZEAU   | Amont Font Bouillant    | 1,32                                  | 3,60                                   |
|           | Rue Clément             | 3,20                                  | 8,10                                   |
|           | Confluence CHER         | 3,22                                  | 8,20                                   |

(\*) -  $Q_{10} \text{ m}^3/\text{s.}$  et  $Q_{100} \text{ m}^3/\text{s.}$  = débits des crues de fréquence de retour décennal et centennal en  $\text{m}^3$  par seconde.

On a fait apparaître en grisé le débit de la crue centennale de chaque ruisseau au point de confluence avec le CHER.

#### IV - L'ETABLISSEMENT DE LA CARTE DE ZONAGE ET DU REGLEMENT

##### 1) - Les objectifs poursuivis

Les objectifs nationaux en matière de gestion des zones inondables, sont d'arrêter les nouvelles implantations humaines dans les zones les plus dangereuses, de préserver les capacités de stockage et d'écoulement des crues, et de sauvegarder l'équilibre et la qualité des milieux naturels. Ces objectifs conduisent à mettre en œuvre les principes suivants :

...



- veiller à ce que soit interdite toute nouvelle construction dans les zones inondables soumises aux aléas les plus forts
- contrôler strictement l'extension de l'urbanisation, c'est-à-dire la réalisation de nouvelles constructions dans les zones d'expansion des crues
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés

La transposition réglementaire de ces objectifs s'effectue par l'élaboration d'une carte délimitant différentes zones et d'un règlement.

## 2) - La cartographie des aléas

### a) Qualification des aléas

Elle permet d'apprécier l'incidence de la crue centennale de référence en terme de hauteur d'eau et de vitesse d'écoulement, ces deux paramètres étant croisés, pour parvenir à une qualification de l'aléa.

Ainsi , trois zones d'aléas ont été définies :

- **une zone d'aléa faible** : lame d'eau inférieure à 1 mètre, sans vitesse marquée
- **une zone d'aléa moyen** : lame d'eau comprise entre 1 et 2 mètres, avec vitesse nulle ou faible, ou lame d'eau de moins de 1 mètre mais avec vitesse moyenne à forte
- **une zone d'aléa fort** : lame d'eau supérieure à 2 mètres avec vitesse nulle ou faible, ou lame d'eau inférieure à 2 mètres mais avec vitesse moyenne à forte

On considère, pour les rivières à régime fluvial (ou de plaine) comme le CHER, qu'au delà de 1 m. par seconde la vitesse d'écoulement est forte (à cette vitesse un homme ne peut plus tenir debout dans un mètre d'eau).

Une vitesse de l'ordre de 0,50 m. par seconde est considérée comme moyenne (une voiture, dans un mètre d'eau, est entraînée à cette vitesse).

## IMPORTANT

Le P.P.R. de l'agglomération montluçonnaise a été établi en tenant compte des conditions actuelles d'écoulement des eaux, sans travaux de rehaussement des digues, ni curage du lit du CHER.

En raison essentiellement de la topographie du site de l'agglomération montluçonnaise, ce sont les hauteurs qui ont primé pour la détermination des trois aléas du CHER :

- moins d'un mètre : aléa faible
- entre 1 et 2 mètres : aléa moyen
- plus de deux mètres : aléa fort

alors que pour les ruisseaux affluents du CHER qui proviennent des coteaux escarpés qui dominent MONTLUÇON, ce sont les vitesses d'écoulement qui ont surtout été prises en compte. En période de crue de fréquence de retour centennale, elles sont toutes largement supérieures à 1 mètre par seconde.

### b) Délimitation des zones d'aléas

Les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement ont été déterminées par des modèles mathématiques qui simulent les effets de la crue de référence.

Pour le CHER comme pour ses ruisseaux affluents, la crue de référence est la crue de fréquence de retour centennale ou, sous une formulation différente, la crue qui présente une probabilité sur cent de se produire chaque année.

Principes de calcul : la rivière à modéliser est décrite par un certain nombre de profils en travers perpendiculaires à l'axe d'écoulement.

50 profils ont été utilisés pour cette étude, de LAVAUT SAINT ANNE à SAINT VICTOR. A chaque profil, le modèle calcule les caractéristiques géométriques et hydrauliques de la section d'écoulement avec notamment :

- la cote de la ligne d'eau choisie, dans le cas présent c'est la cote de la ligne d'eau de la crue centennale (900 m<sup>3</sup>/s.)
- les débits et les vitesses d'écoulement.

Muni de ces renseignements il est alors possible de reporter sur le plan coté au 1/5 000 du terrain naturel les hauteurs d'eau atteintes par la crue centennale au droit de chaque profil, et de déterminer les zones recouvertes par moins d'un mètre, par 1 à 2 mètres et celles recouvertes par plus de 2 mètres.

Enfin, un profil en long des berges rive droite et rive gauche permet de déterminer avec précision les points de débordement de la rivière.

La carte des aléas établie selon la méthode décrite ci-dessus est jointe au dossier. Elle a été établie à l'échelle du 1/5 000 (qui est en général l'échelle des Plans d'Occupation des Sols). Les zones d'aléas forts sont colorées en rouge, les zones d'aléas moyens le sont en orange, les zones d'aléas faibles en jaune pâle.

Compte tenu de la taille du plan général de l'agglomération montluçonnaise, celui-ci a été établi en trois planches à l'échelle 1/5 000 : les planches Nord et Sud couvrent l'ensemble des zones inondables par le CHER et par ses affluents le COURAUD, les ETOURNEAUX et le CLUZEAU ; la planche Est couvre l'ensemble des zones inondables par le POLIER et le LAMARON.

Le recouvrement entre les trois planches est destiné à faciliter la lecture.

### **3) - Le règlement du P.P.R.**

Le règlement comporte, d'une part, des dispositions générales et des règles constructives applicables à l'ensemble des zones, d'autre part des dispositions propres à chaque zone précisant les constructions ou aménagements interdits ou autorisés sous conditions.

Il constitue la traduction réglementaire sur le périmètre du P.P.R. des principes énoncés ci-dessus.

Les restrictions qu'il apporte aux possibilités de construction ou aménagements sont proportionnelles à l'importance des risques pour la sécurité des personnes et des biens tout en prenant en compte la nécessaire évolution du tissu urbain, les zones inondables définies par le plan étant, pour l'essentiel, déjà bâties.

Ainsi, en zone d'aléa faible, zone inondée uniquement par les plus grandes crues du CHER ou de certains de ses affluents urbains, les constructions nouvelles sont autorisées sous réserve d'une implantation 20 cm au dessus de la cote de la crue de référence.

En zone d'aléa moyen, zone inondée par les grandes crues du CHER après débordement au-dessus des digues et par les crues centennales des ruisseaux, seules les extensions limitées et les annexes sont autorisées.

En zone d'aléa fort qui concerne essentiellement le lit mineur ou endigué du CHER et des ruisseaux ainsi que les gorges du CHER à LAVAUT SAINTE ANNE, seules certaines extensions limitées sont autorisées.

## **V - LES MODIFICATIONS APPORTEES AU P.P.R.** **APPROUVE LE 5 JUIN 1998**

### **1) - Les modifications de zonage**

Les études complémentaires réalisées pour la révision du P.P.R. ainsi que l'intégration de données topographiques nouvelles conduisent aux principales modifications suivantes :

- mise en cohérence des limites des zones inondables entre les différentes communes
- modification de la limite de la zone d'aléa faible dans le lit majeur rive gauche
- modification légère de la limite de la zone d'aléa fort au droit du lit mineur du CHER
- modification des zones d'aléa du ruisseau le COURAUD au droit de la cité Dunlop à MONTLUÇON
- rectification des limites du périmètre couvert par le P.P.R. (exclusion de la zone inondable par le COURAUD sur la commune de DOMERAT et d'une petite zone en aval du barrage des « Trillers » à SAINT VICTOR).

...

**2) - Les modifications du règlement**

Les principales modifications sont les suivantes :

- ajout de dispositions constructives visant à limiter les conséquences des crues pour les bâtiments
- autorisation dans toutes les zones des reconstructions après sinistre autre qu'inondation dans la limite de l'emprise au sol du bâtiment sinistré
- instauration dans toutes les zones de la possibilité de création d'un abri de jardin de moins de 10 m<sup>2</sup>
- majoration de 20 à 30 m<sup>2</sup> de la surface des extensions autorisées en zones d'aléa faible et moyen.
- autorisation de création d'une annexe de moins de 30 m<sup>2</sup> par unité foncière en zones d'aléa faible et moyen

\*\*\*\*\*



## PLAN DE PREVENTION RISQUES NATURELS DE L'AGGLOMERATION MONTLUCONNAISE

### INONDATION



Zone 1  
Aléa faible

Lame d'eau inférieure à 1 mètre sans vitesse marquée



Zone 1  
Aléa faible

Secteur centre



Zone 2  
Aléa moyen

Lame d'eau entre 1 et 2 mètres avec vitesse nulle ou faible ou  
Lame d'eau de moins de 1 mètre mais avec vitesse moyenne à forte



Zone 3  
Aléa fort

Hauteur de submersion supérieure à 2 mètres  
avec vitesse nulle ou faible ou  
Hauteur inférieure à 2 mètres  
mais avec vitesse moyenne à forte



Limites communales



Position et n° du profil

1/5000



D.D.E. ALLIER



## **PLAN de PREVENTION des RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

----

**RIVIERE : *CHER***

**RUISSEAUX : *POLIER - LAMARON - CLUZEAU  
- ETOURNEAUX - COURAUD***

---

***DESERTINES - LAVAUT SAINTE ANNE -  
MONTLUÇON - SAINT VICTOR***

----

**Risque INONDATION**

Articles L 562-1 à L 562-7 du Code de l'Environnement  
Décret n° 95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux plans de prévention  
des risques naturels prévisibles

VII

Pour être annexé à mon arrêté en date

Moulins, le

Le Préfet,

**26 MAI 2003**

**REGLEMENT**

Pour Copie Conforme  
Le Chef de Bureau



*[Signature]*  
**1. ETE**

Dominique BELLION

# SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b><u>PREAMBULE</u></b> .....  | <b>3</b>  |
| <b><u>DISPOSITIONS GENERALES</u></b> .....   | <b>3</b>  |
| 1) <i>Travaux et aménagements autorisés</i> .....  | <b>3</b>  |
| 2) <i>Dispositions constructives applicables<br/>        aux nouvelles constructions ou aménagements</i> ..... | <b>4</b>  |
| <b><u>DISPOSITIONS PARTICULIERES</u></b> .....   | <b>5</b>  |
| 1) <i>Zone d'aléa faible (zone 1)</i> .....  | <b>5</b>  |
| 2) <i>Zone d'aléa moyen (zone 2)</i> .....   | <b>6</b>  |
| 3) <i>Zone d'aléa fort (zone 3)</i> .....  | <b>8</b>  |
| <b><u>ANNEXE</u></b> .....   | <b>10</b> |

## **PREAMBULE**

Le règlement comporte 4 parties :

- les dispositions générales
- les règles applicables en zone d'aléa faible (zone 1)
- les règles applicables en zone d'aléa moyen (zone 2)
- les règles applicables en zone d'aléa fort (zone 3)

Pour le CHER, les cotes de la crue de référence sont indiquées par profil sur le tableau annexé au présent règlement. L'emplacement des profils numérotés est reporté sur les plans.

## **DISPOSITIONS GENERALES**

### **1)- Travaux et aménagements autorisés**

Dans l'ensemble des zones concernées pourront être autorisés les travaux ou aménagements suivants, sous réserve qu'ils n'augmentent pas le risque ou n'en créent pas de nouveau :

- la reconstruction des bâtiments après sinistre autre qu'inondation, dans la limite de l'emprise du sol du bâtiment sinistré
- les travaux d'entretien et de gestion courants, notamment les aménagements internes, les traitements de façades et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de population exposée
- la construction et l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs en limitant l'encombrement de l'écoulement (exemple : plate-forme, voirie, escaliers, passage hors d'eau, ...)
- l'adaptation ou la réfection des constructions existantes en vue de la mise hors d'eau des personnes, des biens et activités (exemple : accès à l'étage ou au toit, exhaussement du premier niveau utile y compris avec construction d'un étage)

- la construction, la reconstruction ou le déplacement de clôtures, sous réserve de prendre en compte les impératifs liés à l'écoulement des crues (clôture ajourée, grillage)
- la réalisation d'un abri de jardin de moins de 10 m<sup>2</sup> par unité foncière
- les aménagements, sportifs ou de loisirs, de plein air, sans remblai ; les sanitaires, vestiaires, locaux de stockage annexes à ces aménagements seront autorisés sur piliers isolés avec plancher réalisé 20 cm au dessus de la cote de la crue de référence
- les constructions et équipements strictement nécessaires au fonctionnement des services publics et aux activités de télécommunications autorisés en vertu de l'article L33-1 du code des postes et télécommunications qui ne peuvent techniquement être implantés en d'autres lieux sous réserve que les équipements techniques soient hors d'eau pour la crue de référence.

## **2)- Dispositions constructives applicables aux nouvelles constructions ou aménagements**

Dans l'ensemble des zones concernées, les dispositions suivantes sont applicables :

- lors de la construction, de la rénovation ou de l'aménagement de locaux contenant des produits dangereux, polluants ou flottants, des dispositions devront être prises pour empêcher leur libération (arrimage, étanchéité, mise hors d'eau, ...)
- le stockage des produits toxiques ou dangereux relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sera effectué au dessus de la cote de la crue de référence. A défaut, ils seront stockés dans un local étanche et résistant à la crue de référence
- pour les bâtiments ou parties de bâtiments construits ou aménagés en dessous de la cote de la crue de référence, devront être utilisés des techniques et matériaux assurant la résistance de l'ouvrage aux vitesses d'écoulement locales et à l'immersion. Sous cette même cote, les matériaux utilisés devront être insensibles à l'eau



➤ les ouvrages ou matériels techniques notamment ceux liés aux canalisations, équipements et installations linéaires (câbles, lignes, transports d'énergie, de chaleur ou de produits chimiques, canalisations d'eau ou d'assainissement, ...) seront étanches ou équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés hors crue de référence

➤ les citernes ou autres installations flottantes seront implantées au dessus de la cote de la crue de référence ou fixées par des dispositifs résistant à cette crue

## **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **1) Zone d'aléa faible (zone 1)**

Cette zone correspond aux secteurs inondés uniquement par les plus grandes crues du CHER ou de ses affluents et, par suite, concernés par un niveau d'aléa assez faible : les vitesses d'écoulement ainsi que les hauteurs de submersion sont peu élevées.

Outre les dispositions générales, les règles particulières ci-dessous s'appliquent.

#### **Sont interdits :**

➤ les aménagements des sous-sols existants (locaux non habitables situés sous le rez-de-chaussée)

#### **Sont autorisés :**

➤ les constructions nouvelles, sous réserve que le plancher le plus bas soit situé 0,20 m. au dessus du niveau de la crue de référence

Dans le cas particulier du COURAUD, le plancher le plus bas devra être situé 0,40 m. au dessus du terrain naturel

Les constructions ne comporteront ni cave ni sous-sol enterrés, sauf dans les quartiers les plus urbanisés du centre ville de MONTLUÇON délimités en vert sur le plan de zonage, où des sous-sols affectés exclusivement au stationnement des véhicules pourront être réalisés.

➤ les changements de destination sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens ni les nuisances

➤ l'extension mesurée, sans création de cave ni sous-sol :

- des constructions à usage autre que d'activités économiques, dans la limite de 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol
- des constructions à usage d'activités économiques, dans la limite de 20 % de l'emprise au sol des bâtiments existant sur l'unité foncière à la date d'approbation du présent règlement

Les extensions sont autorisées à la cote d'implantation de la construction existante ou à celle du terrain naturel si elle est plus élevée.

Elles ne comporteront ni cave ni sous-sol enterrés, sauf dans les quartiers les plus urbanisés du centre ville de MONTLUÇON délimités en vert sur le plan de zonage, ou des sous-sols affectés exclusivement au stationnement des véhicules, pourront être réalisés.

Les extensions autorisées depuis le 5 Juin 1998, date d'approbation du précédent Plan de Prévention des Risques, sont prises en compte pour apprécier la possibilité de réaliser de nouvelles extensions.

➤ les extensions, sans limitation de surface, à niveau constant ou supérieur des constructions dont le plancher le plus bas est situé 0,20 m. au dessus du niveau de la crue de référence

➤ les annexes à l'habitation (construction séparée de la construction principale, dont la surface au sol est inférieure à 30 m<sup>2</sup>) construites au niveau ou au dessus du terrain naturel. Une seule annexe par unité foncière pourra être édifiée à compter de l'approbation du présent règlement.

➤ l'augmentation du nombre de logements par aménagement ou rénovation

## **2) Zone d'aléa moyen ( zone 2 )**

Cette zone concerne essentiellement les secteurs inondés par les grandes crues du CHER après débordement au dessus des digues. Les hauteurs de submersion dépassent 1 mètre et peuvent atteindre 2 mètres et plus. Les vitesses d'écoulement sont élevées.

Elle concerne également les secteurs inondés par les crues de fréquence de retour centennale des ruisseaux montluonnais.

Outre les dispositions générales, les règles particulières ci-dessous s'appliquent dans cette zone.

Sont interdits :

- les constructions nouvelles
- les installations et travaux divers définis à l'article R.442.2 du code de l'Urbanisme à l'exception des parkings aménagés au niveau du terrain naturel
- l'aménagement des sous-sols existants (locaux non habités situés sous le rez-de-chaussée)
- les campings nouveaux
- le stationnement des caravanes
- les habitations légères de loisirs
- les serres soumises à déclaration de travaux ou permis de construire

Sont autorisés :

- l'extension mesurée, sans cave ni sous-sol :
  - des constructions à usage autre que d'activités économiques, dans la limite de 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol
  - des constructions à usage d'activités économiques, dans la limite de 20 % de l'emprise au sol des bâtiments existant sur l'unité foncière à la date d'approbation du présent règlement

Les extensions autorisées depuis le 5 Juin 1998, date d'approbation du précédent Plan de Prévention des Risques, sont prises en compte pour apprécier la possibilité de réaliser de nouvelles extensions.

Les extensions sont autorisées à la cote d'implantation de la construction existante ou à celle du terrain naturel si elle est plus élevée.

➤ les changements de destination, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens ni les nuisances

➤ les annexes à l'habitation (construction séparée de la construction principale) dont la surface au sol est inférieure à 30 m<sup>2</sup> construites au niveau ou au dessus du terrain naturel. Une seule annexe par unité foncière pourra être édifiée à compter de l'approbation du présent règlement.

### 3) Zone d'aléa fort ( zone 3 )

Cette zone concerne essentiellement le lit mineur de la rivière, les gorges du CHER à LAVAUT SAINTE ANNE, le secteur endigué dans MONTLUÇON, le champ d'expansion des crues à SAINT VICTOR, les lits endigués des ruisseaux montluçonnais.

Il s'agit d'un secteur où les hauteurs de submersion sont importantes, les vitesses d'écoulement et les débits très élevés

Outre les dispositions générales, les règles particulières ci-dessous s'appliquent dans cette zone.

#### Sont interdits :

➤ tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux urbanisés

➤ les constructions nouvelles

➤ les extensions de bâtiments existants, sauf une extension limitée à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol pour locaux sanitaires, techniques ou de loisirs à la cote d'implantation de la construction existante ou à celle du terrain naturel si elle est plus élevée

Les extensions autorisées depuis le 5 Juin 1998, date d'approbation du précédent Plan de Prévention des Risques, sont prises en compte pour apprécier la possibilité de réaliser de nouvelles extensions.

➤ l'aménagement des sous-sol existants (locaux non habités situés sous le rez-de-chaussée)

- l'augmentation du nombre de logements par aménagement ou rénovation
- les changements de destination, sauf s'ils sont de nature à réduire les risques
- les campings nouveaux et l'extension des campings existants
- le stationnement des caravanes
- les habitations légères de loisirs
- les serres soumises à déclaration de travaux ou permis de construire
- les installations et travaux divers définis à l'article R.442.2 du code de l'Urbanisme



# A N N E X E

## COTES ATTEINTES PAR LA CRUE DE REFERENCE DU CHER

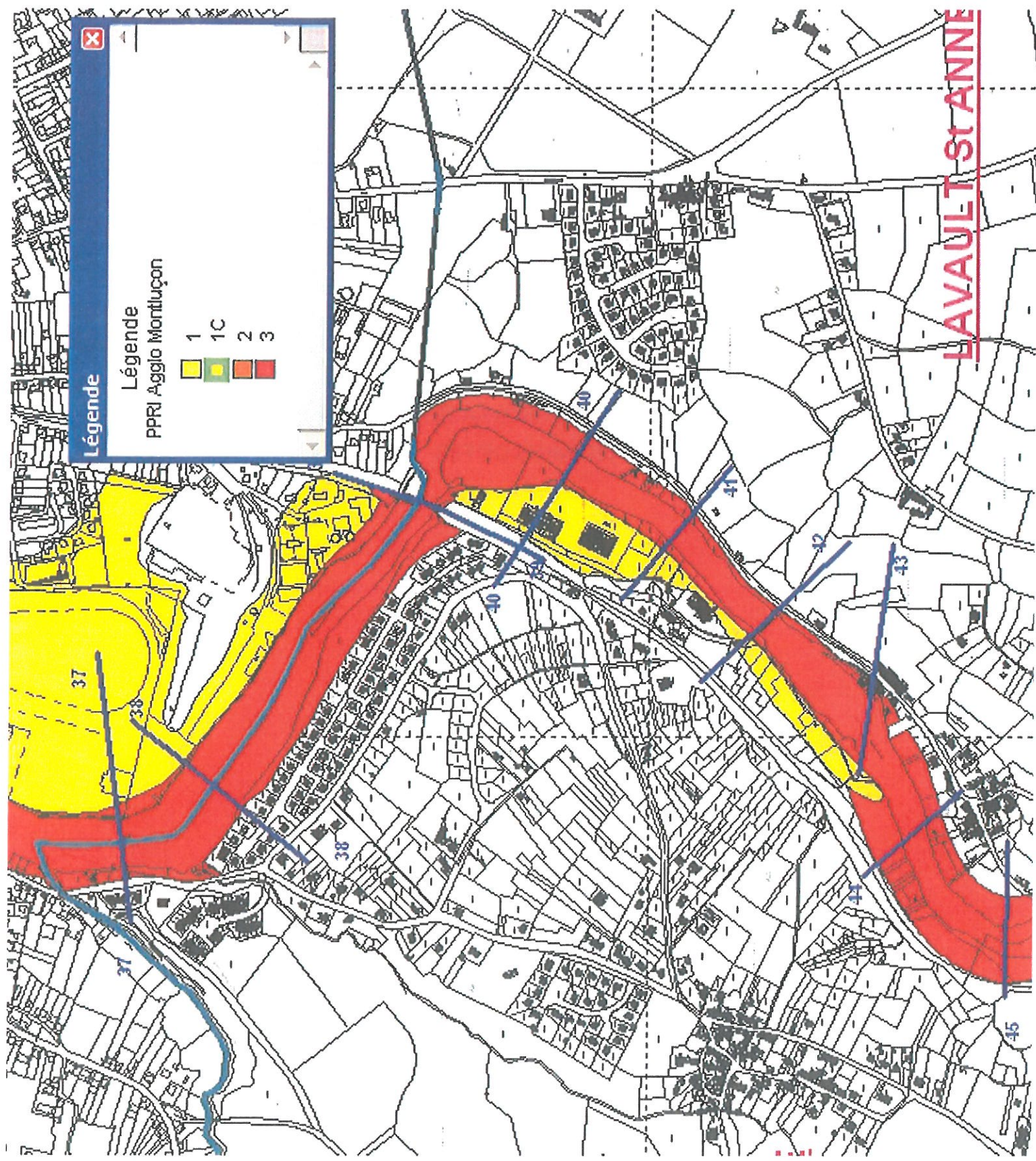
Pour les inondations du lit majeur rive gauche, la cote de crue est identique à celle du lit mineur.

| N° des Profils | Niveaux N.O.P. de la Crue | N° des Profils | Niveaux N.O.P. de la Crue |
|----------------|---------------------------|----------------|---------------------------|
| 1              | 190.96                    | 13             | 194.63                    |
| 2              | 191.54                    | 14             | 194.76                    |
| 3              | 192.17                    | 15             | 194.84                    |
| 4              | 192.75                    | 16             | 195.00                    |
| 5              | 193.11                    | 17             | 195.44                    |
| 6              | 193.44                    | 18             | 195.67                    |
| 7              | 193.70                    | 19             | 195.90                    |
| 8              | 193.87                    | 20             | 196.36                    |
| 9              | 194.03                    | 21             | 196.78                    |
| 10             | 194.08                    | 22             | 197.31                    |
| 11             | 194.30                    | 23             | 198.36                    |
| 12             | 194.50                    | 24             | 199.51                    |

| N° des Profils | Niveaux N.G.F. de la Crue |
|----------------|---------------------------|
| 25             | 200.13                    |
| 26             | 201.56                    |
| 27             | 202.20                    |
| 28             | 202.71                    |
| 29             | 202.72                    |
| 30             | 203.07                    |
| 31             | 203.50                    |
| 32             | 203.98                    |
| 33             | 204.68                    |
| 34             | 205.47                    |
| 35             | 206.31                    |
| 36             | 206.94                    |
| 37             | 207.70                    |

| N° des Profils | Niveaux N.G.F. de la Crue |
|----------------|---------------------------|
| 38             | 208.78                    |
| 39             | 209.51                    |
| 40             | 210.61                    |
| 41             | 211.39                    |
| 42             | 212.03                    |
| 43             | 212.82                    |
| 44             | 213.12                    |
| 45             | 213.90                    |
| 46             | 214.21                    |
| 47             | 214.39                    |
| 48             | 215.20                    |
| 49             | 216.07                    |
| 50             | 216.70                    |





Légende

Légende

PPRI Agglo Montluçon

- 1
- 1C
- 2
- 3

LAVAUULT ST ANNE



## **ANNEXE 4**

### **NOTE D'INFORMATION RELATIVE A LA SERVITUDE RELATIVE AUX CHEMINS DE FER**



# **T1 - SERVITUDES RELATIVES AUX CHEMINS DE FER**

---

## **1<sup>ERE</sup> PARTIE - SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER**

### **I - GENERALITES**

#### **A - Nom officiel de la servitude**

Servitude relative au chemin de fer.

##### Servitudes de grande voirie

- alignement ;
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation ;
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés ;
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

##### Servitudes spéciales

- constructions ;
- excavations ;
- dépôt de matières inflammables ou non.

##### Servitudes de débroussaillage

#### **B - Références des textes législatifs qui permettent de l'instituer**

- Loi du 15 juillet 1845 modifiée par la loi n° 90-7 du 2 janvier 1990 – Décret portant règlement d'administration publique du 11 septembre 1939.
- Décret du 22 mars 1942.
- Code des Mines – articles 84 modifié et 107.
- Code forestier – articles L. 322-3 et L. 322-4.
- Loi du 29 décembre 1892 – occupation temporaire.
- Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.
- Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales.
- Ministère des Transports, Direction des Transports Terrestres.
- Décret n° 54.321 du 15 mars 1954 pour l'exploitation des carrières à ciel ouvert.
- Décret n° 59.962 du 31 juillet 1959 modifié fixant les prescriptions spéciales à respecter pour les tirs à la mine aux abords du chemin de fer.
- Décret n° 69.601 du 10 juin 1969 relatif à la suppression des installations lumineuses de nature à créer un danger pour la circulation des trains.
- Décret n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries excavatrices.

#### **C - Ouvrage créant la servitude**

Ligne 695 000 allant de Bouges à Niévroze



## D – Service responsable de la servitude

SNCF DTISE  
5-6 place Charles Béraudier  
Immeuble le Rhodanien  
69003 LYON  
Tel : 04.78.65.52.53

## II - PROCEDURE D'INSTITUTION

### A – Procédure

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (articles 2 et 3 de la loi du 5 juillet 1845) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (articles 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 28 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

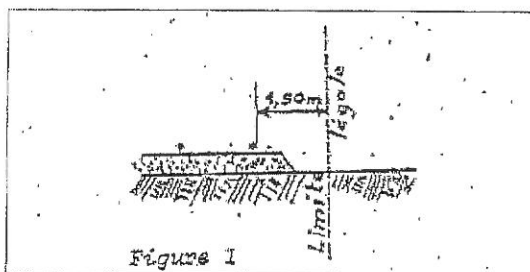
Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la façon suivante :

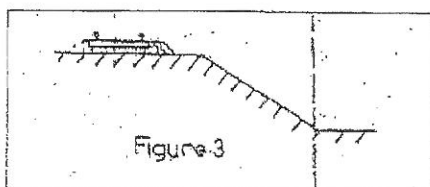
a) Voie en plate forme sans fossé :

Une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1).



c) Voie en remblai :

L'arête inférieure du talus de remblai (figure 3).



OU

Le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4).

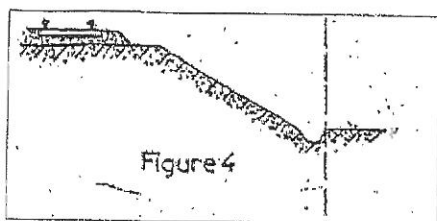


Figure 4

d) Voie en déblai

L'arête supérieure du talus de déblai (figure 5).

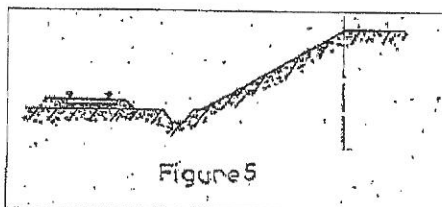


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7).

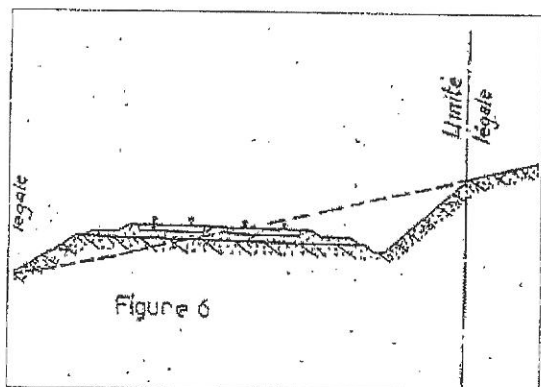


Figure 6

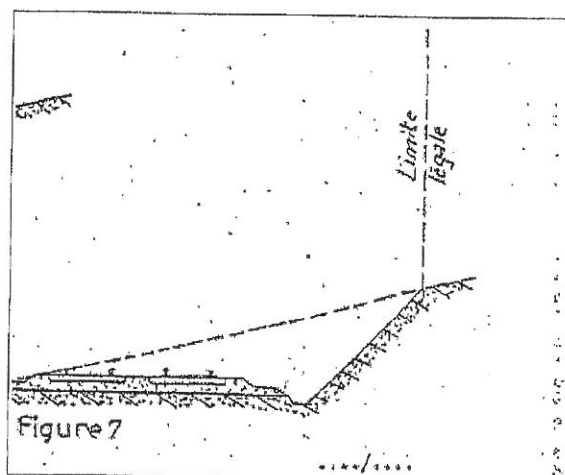


Figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et en cas de déblai, le crête de ce mur (figures 8 et 9).

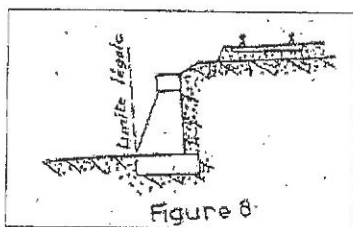


Figure 8

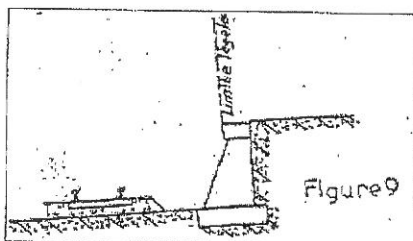


Figure 9

Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins, toutefois, que cet élargissement de plate forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate forme a été acquise pour deux voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est par ailleurs fait observer que les servitudes prévues par la loi du 5 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à l'indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus – dont les conditions d'application vont être maintenant précisées – les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

### 1) Alignement

L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gare, avenues d'accès, ...

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du chemin de fer, les droits qu'il confère le long des voies publiques, dites « aisances de voirie ». Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

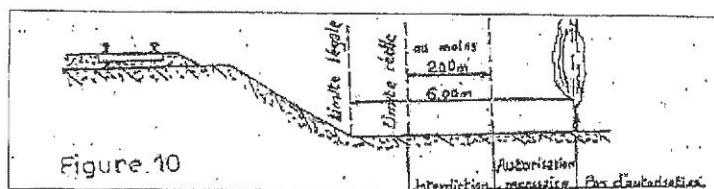
### 2) Ecoulement des eaux

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que les eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

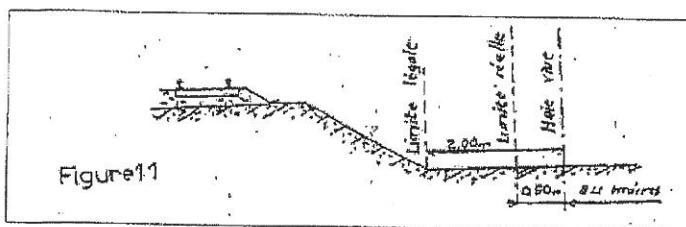
D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

### 3) Plantations

- a) Arbres à haute tige : aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 m de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à 2 m par autorisation préfectorale (figure 10).



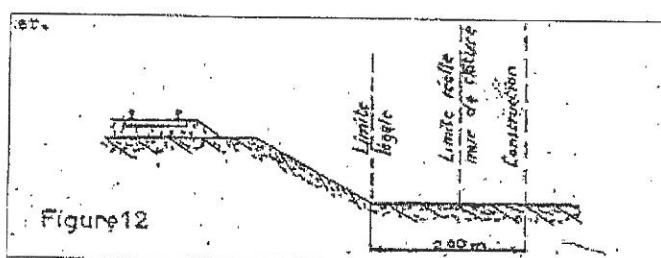
- b) Haies vives : Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite doit être observée sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m (figure 11).



Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 m de la limite réelle du chemin de fer et une haie vive à moins de 0,50 m de cette limite.

#### 4) Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans d'occupation des sols, aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 m de la limite légale du chemin de fer (figure 12).



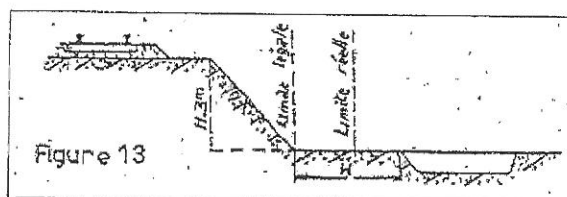
Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 m de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire.

#### 5) Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 m au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus (figure 13).



## 6) Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

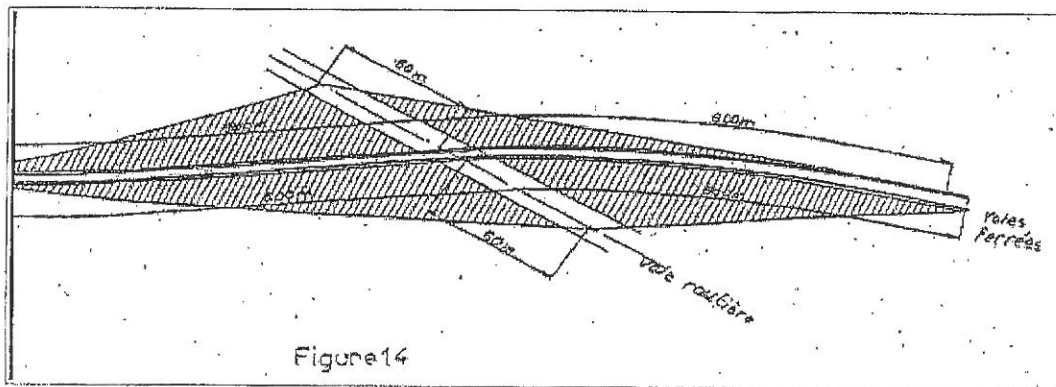
Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé ;
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau ;
- la possibilité, pour l'Administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Équipement soumet à la SNCF pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14).



## B - Indemnisation

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10 de la loi du 10 juillet 1845) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommages de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes de l'article 180 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation en sera faite en dernier ressort par le Tribunal d'Instance.



## **B - Limitation au droit d'utiliser le sol**

### **1) Obligations passives**

Obligation pour les riverains voisins d'un croisement à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935, modifié le 27 octobre 1942, concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture dans une distance de 2 m d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 m à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction ne s'impose qu'aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies ; elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les magasins, hangars, écuries, ... (article 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de planter des arbres à moins de 6 m de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement et des haies vives à moins de 2 m. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de constructions (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 Ventôse an XIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 m. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (article 8 – loi du 15 juillet 1845).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 m d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer, qui se trouve en remblai de plus de 3 m au-dessus du terrain naturel, de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus (article 6 – loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie ferrée (article 3 – loi du 15 juillet 1845).

### **2) Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du Préfet, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 m au chemin de fer, lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (article 9 – loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les riverains, propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existant lors de la construction d'un nouveau chemin de fer, de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (article 5 – loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du Préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 à 2 m) et des haies vives (distance ramenée de 2 à 0,50 m).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières à proximité des voies ferrées, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale déterminant, dans chaque cas, la distance à observer entre le lieu des travaux et le chemin de fer.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

## **C - Publicité**

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le Préfet.

## **III - EFFET DE LA SERVITUDE**

### **A - Prérogatives de la puissance publique**

#### **1) Prérogatives exercées directement par la puissance publique**

Possibilité pour la SNCF, quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 m de largeur calculée du bord extérieur de la voie et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (article L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier).

#### **2) Obligations de faire, imposées au propriétaire**

Obligation, pour le riverain, avant tous travaux de construction, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation, pour les propriétaires riverains, de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 m de part et d'autre des passages à niveau, ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (loi des 16 et 24 août 1790). Sinon, intervention d'office de l'Administration.

Obligation pour les riverains d'une voie communale au croisement avec une voie ferrée de maintenir et ce sur une distance de 50 m de part et d'autre du centre du passage à niveau, les haies à une hauteur de 1 m au-dessus de l'axe des chaussées et les arbres à haut jet à 3 m (décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales).

Application aux croisements à niveau non munis de barrières, d'une voie publique et d'une voie ferrée, des dispositions relatives à la servitude de visibilité, figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation, pour les propriétaires, sur ordre de l'Administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou non existant dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10 – loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infractions aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845, réprimées comme en matière de grandes voiries, les contrevenants sont condamnés par le Juge Administratif à supprimer, dans un délai donné, les constructions, plantations, excavations, couvertures, dépôts contraires aux prescriptions, sinon la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (article 11 – alinéas 2 et 3 – loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les propriétaires riverains de pratiquer des excavations, en bordure de voie ferrée, en remblai de plus de 3 m dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la SNCF.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables, dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Préfet.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (article 9 – loi du 15 juillet 1845).

## **2<sup>EME</sup> PARTIE - PROSPECTS SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LE DOMAINE FERROVIAIRE**

L'attention des constructeurs est appelée sur le fait qu'au regard de l'application des règlements d'urbanisme, le domaine ferroviaire doit être assimilé, non pas à la voirie routière, mais à une propriété privée, sous réserve, le cas échéant, des particularités tenant au régime de la domanialité publique.

Les constructeurs ne peuvent, par conséquent, constituer sur le domaine ferroviaire les prospectus qu'ils sont en droit de prendre sur la voirie routière ; ils sont tenus de se conformer aux dispositions relatives à l'implantation des bâtiments par rapport aux fonds voisins, telles qu'elles sont prévues par le plan d'occupation des sols ou, à défaut, par le règlement national d'urbanisme.

En outre, compte tenu des nécessités du service public du chemin de fer, des prospectus ne peuvent grever les emprises ferroviaires que dans la mesure où ils sont compatibles avec l'affectation donnée à ces emprises.

Dès lors, tout constructeur qui envisage d'édifier un bâtiment qui prendrait prospectus sur le domaine ferroviaire, doit se rapprocher de la SNCF et à cet effet, s'adresser au Chef de la Division de l'Équipement de la Région.

La SNCF examine alors, si les besoins du service public ne s'opposent pas, à la création du prospectus demandé. Dans l'affirmative, elle conclut, avec le propriétaire intéressé, une convention aux termes de laquelle elle accepte, moyennant le versement d'une indemnité, de constituer une servitude non aedificandi sur la partie du domaine ferroviaire frappée du prospectus en cause.

Si cette servitude affecte une zone classée par sa destination dans le domaine public ferroviaire, la convention précitée ne deviendra définitive qu'après l'intervention d'une décision ministérielle ayant pour objet de soustraire cette zone au régime de la domanialité publique.

